

**N° DP 25/202**

## **DECISION DU PRESIDENT**

### **AVENANT N°1 AU MARCHÉ 81RL23 - PRESTATIONS D'ENTRETIEN DES ESPACES PUBLICS POUR L'ANTENNE DE HYERES DESHERBAGE DES ESPACES PUBLICS - RELANCE DE LA PROCEDURE 22SERV22 - LOT 2 SUITE A DECISION D'INFRUCTUOSITE**

#### **Le Président de la Métropole**

**VU** le Code Général des Collectivités Territoriales,

**VU** l'article R2194-7 du Code de la Commande Publique indiquant que le marché peut être modifié sans nouvelle procédure de mise en concurrence lorsque les modifications, quel que soit le montant, ne sont pas substantielles,

**VU** le décret n° 2017-1758 en date du 26 décembre 2017 portant création de la Métropole Toulon Provence Méditerranée,

**VU** la délibération n° 23/05/078 du 4 mai 2023 portant délégations au Président et au Bureau,

**VU** l'accord-cadre à bons de commande n°81RL23 notifié le 14/11/2023 à la SERPE SASU pour un montant minimum de 47 508.20€ HT et un montant maximum de 200 000€ HT, d'une durée de 1 an renouvelable 3 fois,

**VU** le projet d'avenant n°1 annexé,

**CONSIDERANT** que l'art 6.2 du CCAP comporte une incohérence dans sa rédaction et qu'il convient de le modifier comme suit : Le mois " n " retenu pour le calcul de chaque révision périodique est celui qui précède le mois au cours duquel commence la nouvelle période d'application de la formule. Les prix ainsi révisés sont invariables durant cette période,

**CONSIDERANT** que les autres dispositions de l'art 6.2 du CCAP demeurent inchangées,

## **D E C I D E**

### **ARTICLE 1**

**DE SIGNER** l'avenant 1 du marché 81RL23.

### **ARTICLE 2**

**DE DIRE** que l'avenant prend effet à compter de la date de leur notification.

### **ARTICLE 3**

**DE DIRE** que les crédits sont inscrits au Budget Principal 2025 (et suivants), opération 60104, article 61521.

La présente Décision sera

- transmise à Monsieur le Préfet
- reproduite sur le Registre ouvert à cet effet
- affiché sur les panneaux destinés à cet effet
- communiquée sous forme de donner acte du Conseil Métropolitain lors de sa prochaine séance

Fait à Toulon, le **28 FEV. 2025**

Jean-Pierre GIRAN

Président de la Métropole  
Toulon Provence Méditerranée



A stylized, handwritten signature in blue ink, consisting of several fluid, connected strokes.

ME 72 113

## MARCHE N°81RL23

### **23SERV08 – Prestations d'entretien des espaces publics pour l'antenne de Hyères désherbage des espaces publics – Relance de la procédure 22SERV22- Lot 2 suite à décision d'infructuosité AVENANT N° 1**

#### **A - RENSEIGNEMENTS CONCERNANT LE MARCHE**

<b>Etablissement Public :</b>	Métropole Toulon Provence Méditerranée, représentée par Monsieur Jean-Pierre GIRAN, Président en exercice ;
<b>Direction :</b>	DGST
<b>Service :</b>	ANTENNE DE HYERES
<b>Titulaire initial de l'accord-cadre :</b>	SERPE SASU représentée par Madame Amélie BAEZA – Responsable Etudes et Marketing
<b>Date de notification :</b>	14/11/2023
<b>Durée du marché :</b>	1 an renouvelable 3 fois
<b>Montant annuel du marché :</b>	Montant minimum : 47 508.20 € H.T Montant maximum : 200 000 € H.T.

## ENTRE LES SOUSSIGNES

Monsieur Jean-Pierre GIRAN, Président, agissant au nom et pour le compte de la Métropole Toulon Provence Méditerranée,

D'une part,

Et  
Madame Amélie BAEZA – Responsable Etudes et Marketing - agissant au nom et pour le compte de la SERPE SASU.

## IL A ETE ENTENDU ET CONVENU CE QUI SUIT :

### B - OBJET DE L'AVENANT

#### Article 1 : Correction d'une erreur matérielle

L'article 6.2 du C.C.A.P. « Modalités de variation des prix » comporte une incohérence dans sa rédaction.

Par conséquent, il y a lieu de modifier cet article en remplaçant la phrase : « La révision définitive des prix s'opère sur la base de la dernière valeur d'index publiée au moment des livraisons ou celle de la fin d'exécution des prestations, telles que définie par les documents particuliers du marché, ou à la date de leur réalisation réelle si elle est antérieure. Aucune variation provisoire ne sera effectuée.. » par « La révision définitive des prix s'opère sur la base de la dernière valeur d'index publiée au moment de l'application de la formule. Aucune variation provisoire ne sera effectuée. »

L'article 6.2 du CCAP est donc rédigé comme suit :

Les prix de l'accord-cadre sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois de remise de l'offre par le titulaire ; ce mois est appelé " mois zéro ".

Les prix sont révisés semestriellement par application aux prix de l'accord-cadre d'un coefficient  $C_n$  donné par les formules suivantes :

$$C_n = 100.0\% (0.5 I_n/I_o + 0.5 J_n/J_o)$$

selon les dispositions suivantes :

- $C_n$  : coefficient de révision.
- Index (n) : valeur de l'index de référence au mois n.
- Index (o) : valeur de l'index de référence au mois zéro.

Le mois " n " retenu pour le calcul de chaque révision périodique est celui qui précède le mois au cours duquel commence la nouvelle période d'application de la formule. Les prix ainsi révisés sont invariables durant cette période.

La révision définitive des prix s'opère sur la base de la dernière valeur d'index publiée au moment de l'application de la formule. Aucune variation provisoire ne sera effectuée.

**Article 2 : Incidence financière- Correction d'une erreur matérielle**

Le présent avenant n°1 n'a pas d'incidence financière sur le montant de l'accord-cadre.

**Article 3 : Délais**

Le présent avenant n°1 n'a pas d'incidence sur les délais.

**Article 4 : Application des clauses de l'accord cadre modifié**

Toutes les clauses de l'accord cadre initial demeurent applicables tant qu'elles ne sont pas contraires aux dispositions contenues dans le présent avenant n°1, lesquelles prévalent en cas de différence.

**C – SIGNATURES**

Fait à Toulon, le 29/01/2025

Pour la Métropole Toulon Provence  
Méditerranée  
Le Directeur général adjoint des services

Claude WEISSE

Pour la SERPE SASU  
Responsable Etudes et Marketing

Amélie BAEZA

P.O  
Christophe RECOL  
Responsable de Région Sud Est



~ SERPE SASU ~  
La Faisse Noire  
83340 Le Cannet des Maures  
**Tél. 04 94 73 79 30**  
Siret : 345 154 694 00458





## **CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES**

### **ACCORD-CADRE DE FOURNITURES COURANTES ET DE SERVICES**

---

**23SERV08 - ACCORD-CADRE A BONS DE  
COMMANDES DE PRESTATIONS D'ENTRETIEN DES  
ESPACES PUBLICS POUR L'ANTENNE DE HYERES  
DESHERBAGE DES ESPACES PUBLICS  
RELANCE DE LA PROCEDURE 22SERV22 – LOT 2  
SUITE A DECISION D'INFRUCTUOSITE**

---

**METROPOLE TOULON PROVENCE MEDITERRANEE**

Hôtel de la Métropole  
107 Boulevard HENRI FABRE  
CS 30536  
83041 TOULON CEDEX 9  
Tél : 0494938300

## SOMMAIRE

1 - Dispositions générales du contrat .....	3
1.1 - Objet du contrat .....	3
1.2 - Décomposition du contrat .....	3
1.3 - Type d'accord-cadre .....	3
1.4 - Conditions d'attribution des bons de commande .....	3
2 - Pièces contractuelles .....	4
3 - Respect des principes d'égalité, de laïcité et de neutralité .....	4
3.1 - Rappel des obligations du titulaire .....	4
3.2 - Modalités de contrôle et de sanction .....	4
4 - Clause de réexamen .....	5
5 - Durée et délais d'exécution .....	5
5.1 - Durée du contrat .....	5
5.2 - Reconduction .....	5
5.3 - Délais d'exécution .....	6
6 - Prix .....	6
6.1 - Caractéristiques des prix pratiqués .....	6
6.2 - Modalités de variation des prix .....	6
7 - Garanties Financières .....	7
8 - Avance .....	7
8.1 - Conditions de versement et de remboursement .....	7
8.2 - Garanties financières de l'avance .....	8
9 - Modalités de règlement des comptes .....	8
9.1 - Acomptes et paiements partiels définitifs .....	8
9.2 - Présentation des demandes de paiement .....	8
9.3 - Délai global de paiement .....	9
9.4 - Paiement des cotraitants .....	9
9.5 - Paiement des sous-traitants .....	9
10 - Conditions d'exécution des prestations .....	9
11 - Constatation de l'exécution des prestations .....	9
11.1 - Vérifications .....	9
11.2 - Décision après vérification .....	9
12 - Droit de propriété industrielle et intellectuelle .....	9
13 - Pénalités .....	9
13.1 - Pénalités de retard .....	9
13.2 - Pénalité pour travail dissimulé .....	10
13.3- Pénalités pour retard pour non remise des documents en cours d'exécution ou contravention aux articles D. 8222-5, D. 8222-7, D. 8222-8 et D. 8254-2 du Code du travail .....	10
13.4 - Autres pénalités .....	10
14 - Assurances .....	10
15 - Résiliation du contrat .....	11
15.1 - Conditions de résiliation de l'accord-cadre .....	11
15.2 - Redressement ou liquidation judiciaire .....	11
16 - Règlement des litiges et langues .....	11
17 - Protection des données à caractère personnel .....	11
18 - Documents à fournir en cours d'exécution .....	12
19 - Dérogations .....	13

# 1 - Dispositions générales du contrat

## 1.1 - Objet du contrat

Les stipulations du présent Cahier des clauses administratives particulières (C.C.A.P) concernent :  
RELANCE ACCORD-CADRE A BONS DE COMMANDES DE PRESTATIONS D'ENTRETIEN DES ESPACES PUBLICS POUR LES ANTENNES DE HYERES ET DU PRADET DESHERBAGE DES ESPACES PUBLICS

Le présent marché a pour objet des prestations d'entretien des espaces publics pour le territoire métropolitain de Hyères, Désherbage des espaces publics (hors espaces verts) respectant la démarche zérophyto.

Cet accord-cadre fixe toutes les conditions d'exécution des prestations, il est exécuté au fur et à mesure de l'émission de bons de commande émis par le pouvoir adjudicateur.

Lieu(x) d'exécution :

Territoire Métropolitain Hyères  
83400 HYERES

## 1.2 - Décomposition du contrat

Les prestations sont réparties en 2 lots :

Lot(s)	Désignation
01	Nettoisement mécanisé des espaces publics
02	<b>Désherbage des espaces publics (hors espaces verts)</b>

Le lot 1 a été attribué précédemment.

L'accord-cadre sera attribué à un seul opérateur économique.

## 1.3 - Type d'accord-cadre

L'accord-cadre avec minimum et maximum est passé en application des articles L2125-1 1°, R. 2162-1 à R. 2162-6, R. 2162-13 et R. 2162-14 du Code de la commande publique. Il donnera lieu à l'émission de bons de commande.

## 1.4 - Conditions d'attribution des bons de commande

Les bons de commande seront notifiés par le pouvoir adjudicateur.

Les mentions devant figurer sur chaque bon de commande sont les suivantes :

- le nom ou la raison sociale du titulaire.
- la date et le numéro de l'accord-cadre ;
- la date et le numéro du bon de commande intégrant le n° d'engagement ;
- les délais laissés le cas échéant aux titulaires pour formuler leurs observations.
- les délais de livraison (date de début et de fin) ;
- les lieux de livraison des prestations ;
- le montant du bon de commande en € HT et TTC ;
- la nature et la description des prestations à réaliser telles qu'indiquées au B.P.U.F valant D.E.N.C;

La durée maximale d'exécution des bons de commande est de 3 mois sans toutefois pouvoir dépasser de plus de 2 mois la période de fin de validité de l'accord-cadre.

**En complément à l'article 3.7.1 du CCAG-FCS**, seuls les bons de commande signés par le représentant du pouvoir adjudicateur peuvent être honorés par le ou les titulaires.

Les bons de commande peuvent être émis jusqu'à l'expiration de la durée de validité de l'accord-cadre.

## 2 - Pièces contractuelles

Les pièces contractuelles de l'accord-cadre sont les suivantes et, en cas de contradiction entre leurs stipulations, prévalent dans cet ordre de priorité :

- L'acte d'engagement (A.E) et son annexe.
- Le cahier des clauses administratives particulières (CCAP) et son annexe « Protection des données personnelles »
- Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) et ses annexes :
  - Annexe 1 – Liste des voies avec métrés secteur vieille ville
  - Annexe 2 – Liste des voies avec métrés secteur ville
- Le Cahier des Clauses Administratives Générales (C.C.A.G-F.C.S) applicables aux marchés publics de fournitures courantes et de services, approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021. Cette pièce générale n'est pas jointe, le titulaire est censé la connaître.
- la Décomposition du Prix Global et Forfaitaire (D.P.G.F)
- le Bordereau des Prix Unitaires et Forfaitaires (B.P.U.F) valant Détail Estimatif Non Contractuel (D.E.N.C)
- Le cadre de mémoire technique et environnemental dûment complété et ses annexes éventuelles remises par le titulaire à l'appui de son offre
- Les actes spéciaux de sous-traitance postérieurs et leurs éventuels actes modificatifs à la notification

## 3 - Respect des principes d'égalité, de laïcité et de neutralité

### 3.1 - Rappel des obligations du titulaire

Le présent accord-cadre confie à son titulaire l'exécution de tout ou partie d'un service public. Par conséquent, conformément à la loi n° 2021-1109 du 24 août 2021 confortant le respect des principes de la République, le titulaire est tenu d'assurer l'égalité des usagers devant le service public et de veiller au respect des principes de laïcité et de neutralité du service public.

A ce titre, lorsqu'ils participent eux-mêmes à l'exécution du service public, le titulaire veille notamment à ce **que ses salariés ou les personnes sur lesquelles il exerce une autorité hiérarchique ou un pouvoir de direction** s'abstiennent de manifester leurs opinions politiques ou religieuses, traitent de manière égale toutes les personnes, et respectent leur liberté de conscience et leur dignité.

Le titulaire communique au pouvoir adjudicateur les mesures qu'il met en oeuvre afin d'informer les personnes susvisées de leurs obligations et de remédier aux éventuels manquements.

Lorsque le titulaire entend sous-traiter une partie de l'exécution du service public, il s'assure que les contrats de sous-traitance comportent des clauses rappelant les obligations précitées. Le titulaire communique au pouvoir adjudicateur chaque contrat de sous-traitance ayant pour effet de faire participer le sous-traitant à l'exécution du service public, en même temps que sa demande d'acceptation, sous peine de refus dudit sous-traitant.

### 3.2 - Modalités de contrôle et de sanction

Le titulaire informe les usagers des modalités leur permettant de lui signaler tout manquement aux principes d'égalité, de laïcité et de neutralité qu'ils constatent. Cette information mentionne également les coordonnées du pouvoir adjudicateur.

Le titulaire informe sans délai le pouvoir adjudicateur des manquements dont il a connaissance, ainsi que des mesures qu'il a prises ou entend mettre en oeuvre afin d'y remédier. Le pouvoir adjudicateur peut exiger que les personnes responsables des manquements constatés soient mises à l'écart de tout contact avec les usagers.

Lorsque le titulaire méconnaît les obligations susvisées, le pouvoir adjudicateur le met en demeure d'y remédier dans le délai qu'il lui prescrit. Si la mise en demeure reste infructueuse, le pouvoir adjudicateur se réserve la faculté de résilier le présent accord-cadre pour faute du titulaire, le cas échéant à ses frais et risques.



## **4 - Clause de réexamen**

Conformément à l'article R. 2194-1 du code de la commande publique, le marché peut être modifié sans nouvelle procédure de passation de marché. Ces modifications, quelle que soit leur valeur monétaire, sont prévues dans le présent C.C.A.P commun à tous les lots sous la forme de la présente clause de réexamen.

Cette clause indique le champ d'application et la nature des éventuelles modifications ainsi que les conditions dans lesquelles il peut en être fait usage. Elle ne permet pas de modifications qui changeraient la nature globale du marché.

### **4.1 - Etablissement de prix nouveaux**

Des prix nouveaux seront ajoutés ou seront substitués aux postes de prix du B.P.U.F contractuel dans le cadre d'une mise à jour ponctuelle, dans les conditions suivantes :

- Les prix ajoutés ou substitués devront être en lien direct avec l'objet de l'accord cadre ;
- Le prix nouveau ne pourra pas dépasser le prix le plus élevé du BPUF dans lequel il s'intègre ;
- Le prix de la(les) prestation(s) correspondante(s), fixé par le titulaire, est présenté à l'acheteur qui se réserve le droit d'en accepter ou non la valeur. Dans ce dernier cas, l'acheteur et le titulaire entament un dialogue concourant à une fixation consensuelle du(des) prix concerné(s).

Cette mise à jour ponctuelle sera effectuée en accord avec le titulaire.

En cas d'activation de la clause de réexamen pour établissement de prix nouveaux, il sera procédé à la passation d'un avenant conformément à l'article 25 du CCAG-FCS.

L'activation de la clause de réexamen n'aura pas d'impact sur les masses annuelles minimum et maximum.

### **4.2 - Introduction d'un nouveau site (fiche secteur) lot 2**

Si un nouveau site est introduit en cours d'année, les prix du bordereau des prix seront appliqués pour calculer sa rémunération et élaborer sa fiche signalétique :

- \* à 100 % de leur valeur pour une surface totale du site de 0 à 500 m<sup>2</sup>
- \* à 80 % de leur valeur pour une surface totale du site supérieure à 500 m<sup>2</sup>

Cette modification sera actée par un avenant au contrat.

### **4.3 - Protection des données personnelles**

Dans l'hypothèse d'identification de données personnelles, les parties se rapprocheront pour renseigner utilement l'annexe au présent C.C.A.P « Clause de réexamen- Protections des données personnelles ».

Cette annexe sera intégrée à l'accord cadre par avenant.

## **5 - Durée et délais d'exécution**

### **5.1 - Durée du contrat**

L'accord-cadre est conclu pour une période initiale de 1 an à compter de sa date de notification

Les délais d'exécution ou de livraison des prestations sont fixés à chaque bon de commande conformément aux stipulations des pièces de l'accord-cadre.

Une prolongation du délai d'exécution peut être accordée par le pouvoir adjudicateur dans les conditions de l'article 13.3 du CCAG-FCS.

### **5.2 - Reconduction**

L'accord-cadre est reconduit tacitement jusqu'à son terme. Le nombre de périodes de reconduction est fixé à 3. La durée de chaque période de reconduction est de 12 mois. La durée maximale du contrat, toutes périodes confondues, est de 1 an et 36 mois.

La reconduction est considérée comme acceptée si aucune décision écrite contraire n'est prise par le pouvoir adjudicateur au moins 3 mois avant la fin de la durée de validité de l'accord-cadre. Le titulaire ne peut pas refuser la reconduction.

Chaque période en cours peut prendre fin lorsqu'est atteint :

- Soit son terme : dans ce cas la reconduction interviendra, tacitement, sauf décision de non-reconduction prise par Le pouvoir adjudicateur ;
- Soit son maximum : la réception de la reconduction expresse déclenchera le début de la nouvelle période. L'ajustement parfait des derniers bons de commande sur le montant exact du maximum affecté à la période peut s'avérer techniquement impossible. C'est pourquoi le maximum est considéré comme « atteint » lorsque le montant résiduel de commande sur la période ne permet plus la passation d'un bon de commande correspondant à l'exécution normale de l'accord-cadre.

Dans ce dernier cas, la durée totale de l'accord-cadre sera réduite d'autant et s'il s'agit de la dernière période, l'accord-cadre s'achèvera. Le montant total de l'accord-cadre n'en sera pas modifié.

### 5.3 – Délais d'exécution

En application de l'article 13.1.2 du CCAG-FCS, les délais d'exécution des prestations ponctuelles seront définis dans le bon de commande y afférent et courent à compter de sa réception.

Les délais et jours d'exécution sont exprimés en jours calendaires et incluent les périodes de congés de l'entreprise.

## 6 - Prix

### 6.1 - Caractéristiques des prix pratiqués

Les prestations seront rémunérées à la fois :

- par application du prix forfaitaire de la décomposition du prix global et forfaitaire (DPGF)
- par application aux quantités réellement exécutées des prix unitaires et forfaitaires tels que fixés dans le bordereau des prix unitaires et forfaitaires valant Détail Estimatif Non Contractuel (BPUF valant DENC).

Les prix correspondent à l'entière et parfaite exécution des prestations dans le cadre de l'accord-cadre.

D'une manière générale, les prix sont réputés comprendre toutes les charges frappant obligatoirement la prestation ainsi que toutes les dépenses afférentes à son exécution (frais de déplacements, outillage ou matériel...).

### 6.2 - Modalités de variation des prix

Les prix de l'accord-cadre sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois de remise de l'offre par le titulaire ; ce mois est appelé " mois zéro ".

Les prix sont révisés semestriellement par application aux prix de l'accord-cadre d'un coefficient  $C_n$  donné par les formules suivantes :

$$C_n = 100.0\% (0.5 I_n/I_0 + 0.5 J_n/J_0)$$

selon les dispositions suivantes :

- $C_n$  : coefficient de révision.
- Index (n) : valeur de l'index de référence au mois n.
- Index (0) : valeur de l'index de référence au mois zéro.

Le mois " n " retenu pour le calcul de chaque révision périodique est celui qui précède le mois au cours duquel commence la nouvelle période d'application de la formule. Les prix ainsi révisés sont invariables durant cette période.

La révision définitive des prix s'opère sur la base de la dernière valeur d'index publiée au moment des livraisons ou celle de la fin d'exécution des prestations, telles que définie par les documents particuliers du marché, ou à la date de leur réalisation réelle si elle est antérieure. Aucune variation provisoire ne sera effectuée.

Les index de référence, publié(s) à l'INSEE et au Moniteur des Travaux Publics, sont les suivants :

Index	Code	Libellé
I	001565195	INSEE - Indice mensuel du coût horaire du travail révisé - Salaires et charges - Tous salariés - Activités spécialisées, scientifiques, techniques (NAF rév. 2 section M) - Base 100 en décembre 2008.
J	FSD1	Moniteur (Indice de remplacement du PSDA) Frais et services divers - modèle de référence n°1

**Le titulaire présentera les prix révisés accompagnés des éléments justificatifs selon les modalités de l'annexe E du décret 2016-33du 20 janvier 2016 des pièces justificatives et des modalités de calcul.**

Le titulaire produira lors de la remise de la facture l'état liquidatif des révisions de prix. Ce document comprendra :

- La référence du marché, le cas échéant des avenants et décisions de poursuivre,
- Le mois d'exécution de la prestation faisant l'objet de la révision de prix
- Le montant HT des différentes sommes faisant l'objet de la révision de prix
- Le(s) coefficient(s) de révision accompagnés des calculs ayant permis sa (leur) détermination
- Le taux et le montant de TVA sur révisions
- Le montant TTC de la (des) revalorisation(s)

En cas de modification ou de suppression officielle de tout ou partie de l'indice précédent, le(s) nouveau(x) indice(s) de substitution sera(ont) pris en compte.

## 7 - Garanties Financières

Aucune clause de garantie financière ne sera appliquée.

## 8 - Avance

### 8.1 - Conditions de versement et de remboursement

L'option retenue pour le calcul de l'avance est l'option B du CCAG - FCS, avec les précisions ci-dessous :

Une avance est accordée en une seule fois au titulaire, sauf indication contraire dans l'acte d'engagement.

Le montant de l'avance est fixé à :

- 10 % au bénéfice des entreprises et de leurs sous-traitants qui sont considérés comme des P.M.E au sens de l'article R2151-13 du code de la commande publique ;
- 5 % au bénéfice des autres opérateurs et de leurs sous-traitants qui ne sont pas des P.M.E au sens de cet article

Du montant de l'accord-cadre si la durée de son exécution est inférieure ou égale à douze mois ; si cette durée est supérieure à douze mois, l'avance est égale à 5 % ou 10 % (selon le cas susvisé) d'une somme égale à douze fois le montant minimum divisé par cette durée exprimée en mois.



Le remboursement de l'avance commence lorsque le montant des prestations exécutées par le titulaire atteint ou dépasse 65 % du montant de l'accord-cadre. Il doit être terminé lorsque ledit montant atteint 80 %.

Ce remboursement s'effectue par précompte sur les sommes dues ultérieurement au titulaire à titre d'acompte ou de solde.

Une avance peut être versée, sur leur demande, aux sous-traitants bénéficiaires du paiement direct suivant les mêmes dispositions que celles applicables au titulaire, avec les particularités détaillées aux articles R. 2191-6, R. 2193-10 et R. 2193-17 à R. 2193-21 du code de la commande publique.

## **8.2 - Garanties financières de l'avance**

Le titulaire, sauf s'il s'agit d'un organisme public, doit justifier de la constitution d'une caution personnelle et solidaire ou d'une garantie à première demande à concurrence de 100,0 % du montant de l'avance.

# **9 - Modalités de règlement des comptes**

## **9.1 - Acomptes et paiements partiels définitifs**

Les modalités de règlement des comptes sont définies dans les conditions de l'article 11 du CCAG-FCS.

## **9.2 - Présentation des demandes de paiement**

Le dépôt, la transmission et la réception des factures électroniques sont effectués exclusivement sur le portail de facturation Chorus Pro. Lorsqu'une facture est transmise en dehors de ce portail, la personne publique peut la rejeter après avoir rappelé cette obligation à l'émetteur et l'avoir invité à s'y conformer.

La date de réception d'une demande de paiement transmise par voie électronique correspond à la date de notification du message électronique informant l'acheteur de la mise à disposition de la facture sur le portail de facturation (ou, le cas échéant, à la date d'horodatage de la facture par le système d'information budgétaire et comptable de l'Etat pour une facture transmise par échange de données informatisé).

Sans préjudice des mentions obligatoires fixées par les dispositions législatives ou réglementaires, les factures électroniques transmises par le titulaire et le(s) sous-traitant(s) admis au paiement direct comportent les mentions suivantes :

- 1° La date d'émission de la facture ;
- 2° La désignation de l'émetteur et du destinataire de la facture ;
- 3° Le numéro unique basé sur une séquence chronologique et continue établie par l'émetteur de la facture, la numérotation pouvant être établie dans ces conditions sur une ou plusieurs séries ;
- 4° En cas de contrat exécuté au moyen de bons de commande, le numéro du bon de commande ou, dans les autres cas, les références du contrat ou le numéro de l'engagement attribué par le système d'information financière et comptable du destinataire de la facture ;
- 5° La désignation du payeur, avec l'indication, pour les personnes publiques, du code d'identification du service chargé du paiement ;
- 6° La date de livraison des fournitures ou d'exécution des services ou des travaux ;
- 7° La quantité et la dénomination précise des produits livrés, des prestations et travaux réalisés ;
- 8° Le prix unitaire hors taxes des produits livrés, des prestations et travaux réalisés ou, lorsqu'il y a lieu, leur prix forfaitaire ;
- 9° Le montant total de la facture, le montant total hors taxes et le montant de la taxe à payer, ainsi que la répartition de ces montants par taux de taxe sur la valeur ajoutée, ou, le cas échéant, le bénéfice d'une exonération ;
- 10° L'identification, le cas échéant, du représentant fiscal de l'émetteur de la facture ;
- 11° Le cas échéant, les modalités de règlement ;
- 12° Le cas échéant, les renseignements relatifs aux déductions ou versements complémentaires.

Les factures comportent en outre les numéros d'identité de l'émetteur et du destinataire de la facture, attribués à chaque établissement concerné ou, à défaut, à chaque personne en application de l'article R. 123-221 du code de commerce.

### Informations à utiliser pour la facturation électronique

- Identifiant de la structure publique (SIRET) : 24830054300217



### **9.3 - Délai global de paiement**

Les sommes dues au(x) titulaire(s) seront payées dans un délai global de 30 jours à compter de la date de réception des demandes de paiement.

En cas de retard de paiement, le titulaire a droit au versement d'intérêts moratoires, ainsi qu'à une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement d'un montant de 40 €. Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

### **9.4 - Paiement des cotraitants**

En cas de groupement conjoint, chaque membre du groupement perçoit directement les sommes se rapportant à l'exécution de ses propres prestations. En cas de groupement solidaire, le paiement est effectué sur un compte unique, ouvert au nom du mandataire, sauf stipulation contraire prévue à l'acte d'engagement. Les autres dispositions relatives à la cotraitance s'appliquent selon l'article 12.1 du CCAG-FCS.

### **9.5 - Paiement des sous-traitants**

Le sous-traitant adresse sa demande de paiement libellée au nom du pouvoir adjudicateur, dans les conditions des articles L. 2193-10 à L. 2193-14 et R. 2193-10 à R. 2193-16 du Code de la commande publique. Conformément à la réglementation, sans validation du titulaire sous un délai de 15 jours, la demande de paiement est considérée comme validée.

En cas de cotraitance, si le titulaire qui a conclu le contrat de sous-traitance n'est pas le mandataire du groupement, ce dernier doit également valider la demande de paiement.

## **10 - Conditions d'exécution des prestations**

Les prestations devront être conformes aux stipulations du contrat (les normes et spécifications techniques applicables étant celles en vigueur à la date du contrat). L'accord-cadre s'exécute au moyen de bons de commande dont le délai d'exécution commence à courir à compter de la date de notification du bon.

### Notification par le biais du profil d'acheteur

La notification par le biais du profil d'acheteur d'une décision, observation ou information faisant courir un délai n'est pas prévue, par dérogation à l'article 3.1 du CCAG-FCS.

## **11 - Constatation de l'exécution des prestations**

### **11.1 - Vérifications**

Les vérifications quantitatives et qualitatives simples seront effectuées au moment même de la livraison de la fourniture ou de l'exécution de service (examen sommaire) conformément aux articles 27 et 28.1 du CCAG-FCS.

### **11.2 - Décision après vérification**

A l'issue des opérations de vérification, le pouvoir adjudicateur prendra sa décision dans les conditions prévues aux articles 29 et 30 du CCAG-FCS.

## **12 - Droit de propriété industrielle et intellectuelle**

Aucun droit de propriété intellectuelle n'est applicable à ce contrat.

## **13 - Pénalités**

### **13.1 - Pénalités de retard**

En cas de retard dans l'achèvement des prestations, une pénalité d'un montant de 150 € HT par jour calendaire de retard sera appliquée.

Le titulaire est exonéré des pénalités de retard dont le montant total ne dépasse pas 1 000,00 € pour l'ensemble de l'accord-cadre, conformément aux stipulations de l'article 14.1.3 du CCAG-FCS.

Conformément aux stipulations de l'article 14.1.2 du CCAG-FCS, le montant total des pénalités de retard est plafonné à 10,0 % du montant du marché, de la tranche ou du bon de commande.

Les pénalités de retard sont appliquées après mise en demeure adressée au titulaire et restée sans effet dans un délai de 15 jours, conformément à l'article 14.1.1 alinéa 1 du CCAG-FCS.

### **13.2 - Pénalité pour travail dissimulé**

Si le titulaire de l'accord-cadre ne s'acquitte pas des formalités prévues par le Code du travail en matière de travail dissimulé par dissimulation d'activité ou d'emploi salarié, le pouvoir adjudicateur applique une pénalité correspondant à 10,0 % du montant TTC de l'accord-cadre.

Le montant de cette pénalité ne pourra toutefois pas excéder le montant des amendes prévues à titre de sanction pénale par le Code du travail en matière de travail dissimulé.

### **13.3- Pénalités pour retard pour non remise des documents en cours d'exécution ou contravention aux articles D. 8222-5, D. 8222-7, D. 8222-8 et D. 8254-2 du Code du travail**

La non fourniture des documents par le titulaire, au regard des règles de périodicité indiquées à l'article 18 du présent C.C.A.P commun à tous les lots, entraînera l'application d'une pénalité d'un montant de 50 euros par jour calendaire de retard jusqu'à la date de régularisation ou jusqu'à la veille incluse du jour de la date effective de la résiliation de l'accord-cadre à ses torts.

Dans le cas où le titulaire contreviendrait aux articles D8222-5, D8222-7, D8222-8 et D8254-2 du Code du travail le marché pourra être résilié à ses torts, après mise en demeure restée infructueuse, sans qu'il puisse prétendre à indemnité et, le cas échéant, avec exécution des prestations à ses frais et risques.

La mise en demeure sera notifiée par écrit.

Le titulaire disposera d'un mois à compter de la notification de la mise en demeure, pour satisfaire aux obligations de celle-ci ou pour présenter ses observations.

Au-delà de ce délai une pénalité de 50 euros par jour calendaire de retard sera appliquée jusqu'à la date de régularisation ou jusqu'à la veille incluse du jour de la date effective de la résiliation de l'accord-cadre.

Le pouvoir adjudicateur établira alors un mémoire indiquant les périodes de pénalités concernées et leurs montants. Ces pénalités seront retenues sur les sommes dues au titulaire.

### **13.4 – Autres pénalités**

<b>Manquements contractuels</b>	<b>Montant de la pénalité</b>
Pénalité pour absence aux réunions (lot 2)	80 € HT / Par absence

Concernant les pénalités pour absence à une réunion, sauf cas de force majeure, sont considérés comme absence :

- Retard de plus d'un quart d'heure
- Représentation de l'entreprise par une personne non qualifiée

## **14 - Assurances**

Conformément aux dispositions de l'article 9 du CCAG-FCS, tout titulaire (mandataire et cotraitants inclus) doit justifier, dans un délai de 15 jours à compter de la notification du contrat et avant tout commencement d'exécution, qu'il est titulaire des contrats d'assurances, au moyen d'une attestation établissant l'étendue de la responsabilité garantie.

## **15 - Résiliation du contrat**

### **15.1 - Conditions de résiliation de l'accord-cadre**

Les conditions de résiliation de l'accord-cadre sont définies aux articles 38 à 45 du CCAG-FCS.

En cas de résiliation de l'accord-cadre pour motif d'intérêt général par le pouvoir adjudicateur, le titulaire ne percevra aucune indemnisation.

En cas d'inexactitude des documents et renseignements mentionnés aux articles R. 2143-3 et R. 2143-6 à R. 2143-10 du Code de la commande publique, ou de refus de produire les pièces prévues aux articles R. 1263-12, D. 8222-5 ou D. 8222-7 ou D. 8254-2 à D. 8254-5 du Code du travail conformément à l'article R. 2143-8 du Code de la commande publique, le contrat sera résilié aux torts du titulaire.

### **15.2 - Redressement ou liquidation judiciaire**

Le jugement instituant le redressement ou la liquidation judiciaire est notifié immédiatement au pouvoir adjudicateur par le titulaire de l'accord-cadre. Il en va de même de tout jugement ou décision susceptible d'avoir un effet sur l'exécution de l'accord-cadre.

Le pouvoir adjudicateur adresse à l'administrateur ou au liquidateur une mise en demeure lui demandant s'il entend exiger l'exécution de l'accord-cadre. En cas de redressement judiciaire, cette mise en demeure est adressée au titulaire dans le cas d'une procédure simplifiée sans administrateur si, en application de l'article L627-2 du Code de commerce, le juge commissaire a expressément autorisé celui-ci à exercer la faculté ouverte à l'article L622-13 du Code de commerce.

En cas de réponse négative ou de l'absence de réponse dans le délai d'un mois à compter de l'envoi de la mise en demeure, la résiliation de l'accord-cadre est prononcée. Ce délai d'un mois peut être prolongé ou raccourci si, avant l'expiration dudit délai, le juge commissaire a accordé à l'administrateur ou au liquidateur une prolongation, ou lui a imparti un délai plus court.

La résiliation prend effet à la date de décision de l'administrateur, du liquidateur ou du titulaire de renoncer à poursuivre l'exécution de l'accord-cadre, ou à l'expiration du délai d'un mois ci-dessus. Elle n'ouvre droit, pour le titulaire, à aucune indemnité.

## **16 - Règlement des litiges et langues**

En cas de litige, seul le Tribunal Administratif de Toulon est compétent en la matière.

Tous les documents, inscriptions sur matériel, correspondances, demandes de paiement ou modes d'emploi doivent être entièrement rédigés en langue française ou accompagnés d'une traduction en français, certifiée conforme à l'original par un traducteur assermenté.

## **17 – Protection des données à caractère personnel**

Chaque partie au contrat est tenue au respect des règles relatives à la protection des données à caractère personnel auxquelles elle a accès pour les besoins de l'exécution du contrat.

Dès lors que la prestation permet le traitement de données personnelles, le titulaire déclare parfaitement connaître et appliquer les obligations fixées par les lois et règlements applicables en matière de protection des données personnelles, notamment le règlement européen 2016/679 du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données (RGPD) ainsi que les stipulations de l'article 5.2 du CCAG FCS.

En cas de manquement, par le titulaire ou son sous-traitant, à ses obligations légales et contractuelles relatives à la protection des données personnelles, l'accord cadre peut être résilié pour faute en application de l'article 41 du CCAG FCS.

Les parties se rapprocheront utilement pour passer un avenant dans les conditions mentionnées à l'article 4.3 du présent CCAP en cas d'identification de données personnelles en cours d'exécution du contrat.



## 18 – Documents à fournir en cours d'exécution

Conformément aux articles D. 8222-5, D.8222-7, DD.8222-8 et D.8254-2 à -5 du code du travail, les pièces suivantes sont à fournir au stade de l'attribution et tous les six mois jusqu'à la fin de l'exécution du marché :

### 18.1 - Cocontractant établi en France

Dans tous les cas :

Une attestation de fourniture des déclarations sociales et de paiement des cotisations et contributions de sécurité sociale prévue à l'article L.243-15 émanant de l'organisme de protection sociale chargé du recouvrement des cotisations et des contributions incombant au cocontractant datant de moins de six mois ;  
Lorsque l'immatriculation du cocontractant au registre du commerce et des sociétés ou au répertoire des métiers est obligatoire ou lorsqu'il s'agit d'une profession réglementée, l'un des documents suivants :

Un extrait de l'inscription au registre du commerce et des sociétés (K ou K bis) ;

Une carte d'identification justifiant de l'inscription au répertoire des métiers ;

Un devis, un document publicitaire ou une correspondance professionnelle, à condition qu'y soient mentionnés le nom ou la dénomination sociale, l'adresse complète et le numéro d'immatriculation au registre du commerce et des sociétés ou au répertoire des métiers ou à une liste ou un tableau d'un ordre professionnel, ou la référence de l'agrément délivré par l'autorité compétente ;

Un récépissé du dépôt de déclaration auprès d'un centre de formalités des entreprises pour les personnes en cours d'inscription.

Lorsque le cocontractant emploie des salariés :

- Une liste nominative des salariés étrangers qu'il emploie et soumis à l'autorisation de travail prévue à l'article L. 5221-2 du code du travail. Cette liste précise, pour chaque salarié, sa date d'embauche, sa nationalité ainsi que le type et le numéro d'ordre du titre valant autorisation de travail.

### 18.2 - Cocontractant étranger

Dans tous les cas :

Un document qui mentionne (article D8222-7-1<sup>o</sup>-a)

son numéro individuel d'identification à la TVA en France en cas d'assujettissement à la TVA ;

pour le candidat qui n'est pas tenu d'avoir un numéro individuel d'identification à la TVA en France : un document mentionnant son identité et son adresse ou, le cas échéant, les coordonnées de son représentant fiscal ponctuel en France ;

Un document attestant de la régularité de la situation sociale du cocontractant au regard du règlement (CE) n° 883/2004 du 29 avril 2004 ou d'une convention internationale de sécurité sociale et, lorsque la législation du pays de domiciliation le prévoit, un document émanant de l'organisme gérant le régime social obligatoire et mentionnant que le cocontractant est à jour de ses déclarations sociales et du paiement des cotisations afférentes, ou un document équivalent ou, à défaut, une attestation de fourniture des déclarations sociales et de paiement des cotisations et contributions de sécurité sociale prévue à l'article L. 243-15 du code de la sécurité sociale.

Dans le cas d'une immatriculation à un registre professionnel dans le pays d'établissement ou de domiciliation est obligatoire, l'un des documents suivants (article D8222-7-2<sup>o</sup>) :

Un document émanant des autorités tenant le registre professionnel ou un document équivalent certifiant l'inscription ;

Un devis, un document publicitaire ou une correspondance professionnelle (comportant les mentions obligatoires) ;

S'agissant des entreprises en cours de création, un document, datant de moins de six mois, de l'autorité habilitée à recevoir l'inscription et attestant de la demande d'immatriculation en cours.

Lorsque le cocontractant emploie des salariés :

En cas de salariés détachés sur le territoire national pour l'exécution du contrat, dans les conditions définies à l'article L.1262-1, une liste nominative des salariés étrangers qu'il emploie soumis à autorisation de travail. Cette liste précise, pour chaque salarié, sa date d'embauche, sa nationalité ainsi que le type et le numéro d'ordre du titre valant autorisation de travail.

Les documents et attestations énumérées ci-dessus sont rédigés en langue française ou accompagnés d'une traduction en langue française.

## 19 - Dérogations

Article du présent CCAP	Dérogation au CCAG-FCS	Complément au CCAG-FCS
Article 1.4 « Conditions d'attribution des bons de commande »		Art. 3.7.1
Art 10 « Conditions d'exécution des prestations »	Art 3.1	
Art 15.1 « Conditions de résiliation de l'accord-cadre »	Art 42	
Art 17 « Protection des données à caractère personnel »	Art 5.2	

# Cahier des Clauses Administratives Particulières

## ANNEXE – CLAUSE DE REEXAMEN - PROTECTION DES DONNEES PERSONNELLES

A RENSEIGNER EN CAS d'ACTIVATION conformément aux stipulations de l'article 4.3 du C.C.A.P

### PROTECTION DES DONNEES PERSONNELLES

Au sens du règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016, dit RGPD et de la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, le maître d'ouvrage est désigné comme le responsable de traitement et le maître d'œuvre comme le sous-traitant.

Pour tout échange relatif à la protection des données personnelles, le maître d'œuvre s'adresse :

☐ à ..... (indiquez le nom, prénom et coordonnées du DPO) délégué à la protection des données désigné par le maître d'ouvrage

☐ à ..... (Indiquez le nom, prénom et coordonnées de la personne en charge de la protection des données en l'absence de DPO)

### ARTICLE 1 – DESCRIPTION DES TRAITEMENTS

Pour toute la durée du marché, le maître d'œuvre est autorisé à traiter pour le compte du maître d'ouvrage, les données à caractère personnel nécessaire pour assurer la mission de maîtrise d'œuvre.

- La nature des opérations réalisées sur les données est :

.....

- Les finalités du traitement sont :

.....

- Les données à caractère personnel traitées sont :

- .....
- .....

- Les catégories de personnes concernées sont :

.....

Pour la réalisation de la mission de maîtrise d'œuvre, le maître d'ouvrage met à la disposition du maître d'œuvre les informations nécessaires suivantes :

.....

.....

.....

### ARTICLE 2 – OBLIGATIONS DU MAITRE D'OUVRAGE

Le maître d'ouvrage :

- Informe le maître d'œuvre de toutes modifications apportées à la description des traitements visés à l'article 1 ;
- Documenter toute instruction concernant le traitement des données par le maître d'œuvre ;
- Veille, au préalable et pendant toute la durée du traitement, au respect des obligations prévues par le règlement européen sur la protection des données de la part du maître d'œuvre ;
- Supervise le traitement, y compris réaliser les audits et les inspections auprès du maître d'œuvre.



## ARTICLE 3 – OBLIGATIONS DU MAITRE D'ŒUVRE

Le maitre d'œuvre :

- Ne peut traiter les données uniquement pour la ou les seule(s) finalité(s) qui fait/font l'objet de la sous-traitance ;
- Traite les données conformément aux instructions documentées du maitre d'ouvrage confiées lors de la réunion de lancement ou au cours de l'exécution du marché ;
- Informe le maitre d'ouvrage immédiatement le maitre d'ouvrage si une instruction lui apparaît comme une violation du cadre juridique relatif à la protection des données ;
- Informe le maitre d'ouvrage, avant le traitement, s'il doit procéder à un transfert de données vers un pays tiers à l'Union européenne ou une organisation internationale, sauf si le droit concerné interdit une telle information pour des motifs importants d'intérêt public ;
- Garantit la confidentialité des données à caractère personnel traitées dans le cadre du présent marché ;
- Veille à ce que les personnes autorisées à traiter les données à caractère personnel en vertu du présent marché s'engagent à respecter la confidentialité ou soient soumises à une obligation légale appropriée de confidentialité, et reçoivent la formation nécessaire en matière de protection des données à caractère personnel ;
- Prend en compte, s'agissant de ses outils, produits, applications ou services, les principes de protection des données dès la conception et de protection des données par défaut.

## ARTICLE 4 – SOUS-TRAITANCE PAR LE MAITRE D'ŒUVRE

Le maitre d'œuvre peut faire appel à un autre sous-traitant, désigné comme sous-traitant ultérieur, pour mener des activités de traitement spécifiques. Dans ce cas, il informe préalablement par écrit le maitre d'ouvrage de tout changement envisagé concernant l'ajout ou le remplacement d'autres sous-traitants. Cette information indique les activités de traitement sous-traitées, l'identité et les coordonnées du sous-traitant et les dates du contrat de sous-traitance. Le maitre d'ouvrage dispose d'un délai minimum de ..... jours à compter de la date de réception de cette information pour présenter ses objections. Cette sous-traitance ne peut être effectuée que si le responsable de traitement n'a pas émis d'objection pendant le délai convenu.

Le sous-traitant ultérieur est tenu de respecter les obligations du présent marché pour le compte et selon les instructions du maitre d'ouvrage. Il appartient au maitre d'œuvre de s'assurer que le sous-traitant ultérieur présente les mêmes garanties suffisantes quant à la mise en œuvre de mesures techniques et organisationnelles appropriées de manière à ce que le traitement réponde aux exigences du cadre juridique sur la protection des données. Si le sous-traitant ultérieur ne remplit pas ses obligations en matière de protection des données, le maitre d'œuvre demeure pleinement responsable devant le maitre d'ouvrage de l'exécution par l'autre sous-traitant de ses obligations.

## ARTICLE 5 – DROIT D'INFORMATION DES PERSONNES CONCERNEES

☐ Il appartient au maitre d'ouvrage de fournir l'information aux personnes concernées par les opérations de traitement au moment de la collecte des données.

☐ Le maitre d'œuvre, au moment de la collecte des données, doit fournir aux personnes concernées par les opérations de traitement l'information relative aux traitements de données qu'il réalise. La formulation et le format de l'information doit être convenue avec le responsable de traitement avant la collecte de données.

## ARTICLE 6 – EXERCICE DES DROITS DES PERSONNES

Dans la mesure du possible, le maitre d'œuvre assiste le maitre d'ouvrage à s'acquitter de son obligation de donner suite aux demandes d'exercice des droits des personnes concernées : droit d'accès, de rectification, d'effacement et d'opposition, droit à la limitation du traitement, droit à la portabilité des données, droit de ne pas faire l'objet d'une décision individuelle automatisée (y compris le profilage).

Lorsque les personnes concernées exercent auprès du sous-traitant des demandes d'exercice de leurs droits, maitre d'œuvre doit adresser ces demandes dès réception par courrier électronique au maitre d'ouvrage.

## ARTICLE 7 – NOTIFICATION DES VIOLATIONS DE DONNEES A CARACTERE PERSONNEL

Le maitre d'œuvre notifie au maitre d'ouvrage toute violation de données à caractère personnel dans un délai maximum de ..... heures après en avoir pris connaissance. Cette notification est accompagnée de toute documentation utile afin de permettre au maitre d'ouvrage, si nécessaire, de notifier cette violation à l'autorité de contrôle compétente.

Le maitre d'œuvre assiste le maitre d'ouvrage lors de l'élaboration du contenu de la notification à l'autorité de contrôle.

## ARTICLE 8 – MESURES DE SECURITE

Le maitre d'œuvre remet au maitre d'ouvrage une note précisant les mesures techniques et organisationnelles garantissant un niveau de sécurité adapté au risque, prises pour les traitements effectués pour le compte du maitre d'ouvrage dans le cadre de l'exécution de la mission.

## ARTICLE 9 – SORT DES DONNEES

Le maitre d'œuvre remet au maitre d'ouvrage une note précisant les mesures techniques et organisationnelles garantissant un niveau de sécurité adapté au risque, prises pour les traitements effectués pour le compte du maitre d'ouvrage dans le cadre de l'exécution de la mission

- ☐ Détruit toutes les données à caractère personnel
- ☐ Renvoie toutes les données à caractère personnel au responsable de traitement
- ☐ Renvoie les données à caractère personnel au sous-traitant désigné par le maitre d'ouvrage

En cas-de renvoi, celui-ci s'accompagne de la destruction de toutes les copies existantes dans les systèmes d'information du maitre d'œuvre. Une fois détruites, le maitre d'œuvre justifie par écrit de la destruction.

## ARTICLE 10 – DÉLÉGUÉ A LA PROTECTION DES DONNÉES

Le maitre d'œuvre communique au maitre d'ouvrage le nom et les coordonnées de son délégué à la protection des données, s'il en a désigné un conformément à l'article 37 du règlement européen sur la protection des données.

## ARTICLE 11 – REGISTRE DE TRAITEMENT

Le maitre d'œuvre tient un registre de toutes les catégories d'activités de traitement effectuées pour le compte du responsable de traitement comprenant :

- Le nom et les coordonnées du maitre d'ouvrage pour le compte duquel il agit, des éventuels sous-traitants et, le cas échéant, du délégué à la protection des données ;
- Les catégories de traitements effectués pour le compte du maitre d'ouvrage ;
- Le cas échéant, les transferts de données à caractère personnel vers un pays tiers ou à une organisation internationale, y compris l'identification de ce pays tiers ou de cette organisation internationale et, dans le cas des transferts visés à l'article 49, paragraphe 1, deuxième alinéa du règlement européen sur la protection des données, les documents attestant de l'existence de garanties appropriées ;
- Dans la mesure du possible, une description générale des mesures de sécurité techniques et organisationnelles.

## ARTICLE 12 – DOCUMENTATION

Le maitre d'œuvre met à la disposition du maitre d'ouvrage la documentation nécessaire pour démontrer le respect de toutes ses obligations et pour permettre la réalisation d'audits, y compris des inspections, par le maitre d'ouvrage ou un autre auditeur qu'il a mandaté, et contribuer à ces audits.